

30 mars 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur le rôle institutionnel du Président de la République, la décentralisation et l'Europe, à l'hôtel de Région de Besançon, lundi 30 mars 1987.

Monsieur le président,

- Mesdames et messieurs,

- Je viens d'écouter, comme vous-mêmes, l'allocution qui vient d'être prononcée. Elle était très complète et traitait de nombreux problèmes. Je ne pourrai la suivre partout ou bien cela exigerait une réflexion nourrie et un temps qui nous manque, mais je vous remercie, cher Edgar Faure, d'avoir dit comme cela, en cette circonstance solennelle, quelles étaient vos pensées sur quelques sujets essentiels qui touchent à la vie de la nation et à la vie du monde.

- Vous avez rappelé bien des souvenirs personnels. C'est vrai qu'en 1946 - cela paraîtra antédiluvien pour bien d'entre vous - nous étions deux jeunes députés, arrivés tout juste à l'Assemblée nationale. C'est vrai qu'en même temps je suis entré au gouvernement et qu'un peu plus tard, vous m'y avez rejoint, et a commencé pour vous cette brillante carrière, l'affirmation d'un talent que j'ai personnellement toujours reconnu comme l'un des plus remarquables du dernier demi-siècle, autant que je puisse en juger, des 40 dernières années. Un très grand talent d'analyse et d'explication, une appréhension intuitive des problèmes de l'époque, en même temps que des vues d'avenir absolument remarquables. Sans doute, mon esprit critique m'a t-il conduit un certain nombre de fois à ne pas vous suivre sur tous ces chemins. C'est peut-être aussi une affaire de tempérament, où se placent les méandres de l'esprit, peut-être avais-je le sentiment que si, lorsque nous étions très proches, c'est parce que j'avais raison, et lorsque nous étions éloignés, c'est parce que vous aviez tort, mais cela provient sans doute d'un certain orgueil, qui n'était peut-être que vanité et nous voici aujourd'hui, l'un Président de la République, fidèle à ses combats, c'est-à-dire fidèle aux forces politiques qui se sont rassemblées pour lui permettre de mener et de gagner ce combat. Socialiste j'étais, socialiste je suis fidèle au rassemblement populaire même lorsque je vois certaines fractions de ce rassemblement s'en séparer aujourd'hui. Je n'exprime pas de rancune, mais surtout des regrets. Vous, vous venez de le dire à l'instant, vous restez fidèle à l'actuelle majorité, c'est-à-dire au gouvernement et à son chef.)

La cohabitation dont vous avez parlée m'amènera à parler moi aussi des institutions, mais je ne les comprends pas tout à fait de la même façon que vous. Il y a des rôles très divers, une nation, un Etat. Il y a l'Etat et il y a des régions, les départements et les communes. Il y a des activités de toutes sortes, de caractère associatif, bref il y a de la place pour tout le monde. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille confondre. Moi, je suis par définition tenu d'accomplir le rôle pour lequel j'ai été désigné en 1981.

- Et parmi les aspects de ce rôle, il y avait le devoir de recevoir et de gérer autant qu'il était possible les changements d'humeurs ou de joies de notre peuple, du peuple français. Ce qui ne veut pas dire pour autant que je n'ai pas accepté sans quelques regrets ces changements d'humeurs. Bref, je ne vis pas un rêve, monsieur le Président. Cela ne correspondait pas aux espoirs que je formais pour le pays. Mais mon devoir à l'égard du pays est de m'incliner devant le suffrage universel, devant la volonté populaire. Et j'agis comme je crois devoir agir, c'est-à-dire en affirmant la différence. mais en respectant les institutions.

en maintenant l'urgence, mais en respectant les institutions.

- Vous avez bien voulu rappeler que nous n'avons pas voulu voter, vous et moi, les institutions de 1946 & vous auriez pu ajouter que, si vous avez voté celles de 1958, pas moi, de telle sorte que, je me suis obstiné dans un double refuge, pour des raisons très simples, qui obéissaient à la même logique : en 1946, j'ai refusé de voter pour un régime où une assemblée devenait, en vérité, souveraine, c'est-à-dire que, cette démocratie tendait à l'anarchie, de même que j'ai refusé, en 1958, de voter pour un système qui faisait la part trop large à un seul homme, une démocratie qui tendait selon moi, je parle à quelques années de distance, à la monarchie. Vous voyez que l'on s'est séparé à cette époque. Et puis, le temps a passé, le moment est venu où le peuple français m'a confié le soin de gérer ces institutions que je n'avais pas choisies & comme elles étaient finalement assez malléables, vous voyez ce qu'il en est. Il n'y a pas eu, du moins avec moi, de monarchie. Mais il y a maintien de l'autorité qui doit revenir au chef de l'Etat dans les domaines qui sont communs. Heureusement qu'ils sont nombreux ces domaines, mon cher président, comme ont été nombreuses les occasions où nos destins se sont rencontrés et où nous avons travaillé en commun : j'ai été votre ministre et j'en garde le meilleur souvenir & nos pensées s'étaient véritablement confondues sur les problèmes touchant au développement du tiers monde, de ce que l'on devait appeler plus tard le tiers monde, comme sur le -plan de la décolonisation dont nous avons, je crois, marqué les premiers pas avant beaucoup d'autres qui se les sont appropriés.\

Dépassons nos personnes. Ce bref rappel historique vous montrera de quelle façon je vis aujourd'hui avec le sentiment, je l'ai rappelé hier soir aux Français, que l'action du gouvernement de la République, dans les domaines quotidiens de la pratique intérieure, je n'en porte pas la responsabilité. Il est normal que je m'y refuse puisque, pour un certain nombre d'entre elles, importantes, je me sens en désaccord. Mais je ne dois pas tirer de cette observation qui tient à mes convictions personnelles la conclusion que cela devrait rendre la République impossible à vivre ou bien qu'il faudrait, pour faire cette démonstration, lui infliger une crise supplémentaire. Le point sur lequel nous nous sommes retrouvés, c'est bien celui-là : épargner à la République, à la France, une crise, des soubresauts ou des combats dont elle pouvait se passer, dont elle s'est passée. Ce qui a prévalu, c'est le combat politique normal & tandis que devront se dérouler, autant qu'il sera possible, on ne peut jurer de rien, les échéances prévues pour, sur le -plan des luttes présidentielles ou législatives, les rendez-vous que nos institutions prévoient & tout cela, je le répète, sans engagement de ma part puisque je ne suis pas maître des événements et que certains de ces événements ne peuvent m'être proposés par votre propre majorité.

- Mais c'est avec un très grand plaisir que je me trouve ici. Cela fait longtemps que j'avais prévu de venir visiter la région de Franche-Comté. Et si j'ai tardé à le faire, c'est parce que les événements politiques de l'an dernier m'ont amené à concentrer mon action sur la définition de mes tâches, de mes relations avec le pouvoir central, le pouvoir de la République, un certain nombre de responsabilités de caractère international qui sont, plus encore que le reste, de mon domaine. J'ai dit, en toutes circonstances : "continuité de l'Etat", "assurer le fonctionnement régulier des institutions", c'est ce que je fais, c'est ce que j'ai fait au mois de mars de l'an dernier & ou bien assurer ce qui est évident, la part commune à tous les Français dans la vie quotidienne. D'abord leur sécurité. Or, leur sécurité, en face des périls extérieurs, qui combattre ? Qui veut nous combattre ? Qui veut nous perdre ? Qui s'oppose aux desseins de la France ? Qui peut menacer l'existence de la nation ? La paix et la guerre ? Donc, la diplomatie, celle qui aménage les stratégies pour permettre à la paix de l'emporter et à la nation de s'affirmer, est d'abord et avant tout de mon ressort, avec l'indispensable corollaire que suppose la conduite de notre défense, la marche de nos armées, la définition de notre stratégie. En effet, je revendique hautement l'autorité que me reconnaissent les termes mêmes de notre loi suprême, comme je le fais pour les principes de la République dont je suis le dépositaire, avec d'autres sans doute, mais au premier rang, pour que la République reste la République, que ses fondements continuent d'être respectés tels qu'ils sont définis encore une fois par la loi. Et si l'on s'en écartait - cela peut arriver de temps à autre - je le dirai clairement aux Français.\

Mais cela étant dit et ces près carrés définis, il reste quoi ? Il reste la vie quotidienne, il reste la

vie des Français dans leur pays, le même, dans ces collectivités territoriales, les mêmes. Il y a ici sans doute des maires de communes, il y a des dirigeants de syndicats, d'associations, il y a des conseillers généraux, des conseillers régionaux, il y a des parlementaires. Mais, mesdames et messieurs, vous participez aux mêmes commissions, vous préparez les mêmes travaux. Je pense que d'une façon générale vous vous saluez quand vous vous rencontrez et lorsque vous vous séparez, hors humeur particulière. C'est-à-dire que la vie quotidienne de la France doit bien se passer en dehors des excès permanents des tempéraments insupportables. On ne peut pas substituer une sorte de guerre civile à ce qui doit être la vie normale de la démocratie.

- Cela, c'est ce que l'on appellerait le consentement. N'exagérons pas. Il y a un consentement évident auquel je tiens par dessus tout : que nous soyons capable de vivre ensemble la vie de notre patrie pour la défendre, pour l'assurer, pour qu'elle se perpétue. Nous vivons de ce point de vue ensemble. Voilà notre consentement. Dans la façon de faire il en va autrement, je tiens à ce que cela soit clair.

- Je connaîtrai toujours, y compris à ceux que j'ai combattus ou que je combats, je reconnaitrai le droit à l'honnêteté et à la conviction. J'apprécie les femmes et les hommes que je rencontre souvent dans un camp politique opposé ou qui me sont hostiles. J'aime qu'ils croient dans ce qu'ils font et qu'ils agissent en conformité avec leur conviction. Tant que l'on en reste là, c'est le respect qui gagne et le respect c'est-à-dire la considération, d'où peuvent partir sans doute certains éléments de confiance et même parfois de sympathie. J'ai horreur de l'esprit de système, ce qui ne veut pas dire que je ne crois pas à quelques éléments fondamentaux qui sont pour moi ma vérité.

Vous avez, monsieur le Président, précisément en analysant très brièvement ces choses, fait un dégagement du côté du socialisme. Mais ici, je ne suis pas du tout chargé, même à la veille de son congrès, de défendre les thèses du parti que j'ai si longtemps dirigé. C'est une autre époque de ma vie, d'autres sont mandatés pour cela. Il ne peut pas y avoir de confusion et, si je guerroyais sous vos yeux, mais à votre instigation, sur Proudhon et Fourier ou sur Marx, je lis d'avance les gazettes. Fourier vous l'avez représenté sous son aspect le plus singulier. Vous savez qu'il représentait quand même une forte pensée. Proudhon en effet est contestable, pas en tant que Comtois, de ce point de vue il ne l'était pas, mais quant à ses choix politiques et idéologiques, même s'il est un des maîtres qui ont défini l'une des fortes pensées socialistes.

- Eh bien, tous, ils sont de votre région. Et, après tout, vous avez bien fait d'en parler. Cela fait partie de vos grands hommes et des grands de la France, donnés à la France, non seulement ceux-ci, mais quelques autres, qui ont jalonné mon voyage, de Pasteur à Rouget de Lisle.

- Bien, je vais vous dire tout de suite, mon cher président, mesdames et messieurs, que, moi, je n'ai jamais préconisé la lutte des classes, mais que si la classe dominante, lorsqu'elle domine vraiment, n'abusait pas de son pouvoir, elle n'éveillerait pas les sentiments de guerre ou de lutte et elle éteindrait tout aussitôt le foyer d'incendie. On n'en parlerait plus. Ce n'est pas un objectif pour des humanistes, pour ceux qui aiment concevoir une société d'harmonie, comme c'est mon cas et le cas de beaucoup d'autres, ce n'est pas du tout un objectif, ni même un idéal. C'est un constat historique, c'est tout à fait différent. Et nous voudrions bien que vous nous aidiez, vous tous, à faire que très rapidement, par un souci profond d'égalité, par des mesures de justice sociale et des réformes institutionnelles à tous les niveaux, y compris dans l'organisation du capital et du travail, on puisse enfin en finir avec les guerres du XIXème siècle, avec les combats nés de l'avènement de la société industrielle dont au demeurant, d'une certaine façon, nous sortons. Je ne sais qui me disait, ce matin, que - on me le disait déjà hier soir - la société industrielle arrivait à l'épuisement de ses ressources d'intelligence et de moyens pour résoudre le problème du chômage. Je crois que mes interlocuteurs avaient tout à fait raison. Si l'on reste enfermé dans le schéma industriel qui a prévalu depuis le début du XIXème siècle, malgré trois révolutions industrielles, alors nous sommes perdus. Il faut examiner la société autrement. Il est un certain nombre d'esprits originaux qui sont apparus comme des francs-tireurs, un peu isolés politiquement, tout de même. Ils ont eu l'intelligence de dessiner ou de pressentir ce que pouvait être une société organisée autrement et fondée sur d'autres rapports que ceux de la production.

Bien entendu, les moyens de la production restent un des éléments dominants de l'économie moderne.

- Voilà, vous me pardonnerez de tout cela, mais il fallait bien que je réponde. Où en serais-je aujourd'hui, si je me confiais seulement, pour expliquer mon cas, aux analyses de mon ami Edgar Faure ? Disons qu'il m'avait un peu trop tiré vers lui. J'y reviendrai avec grand plaisir dans un moment, mais ce sera, simplement, pour célébrer notre ancienne, vieille, et durable fraternité, pas pour estimer, qu'après tout, le noir et le blanc sont la même couleur. Mais, enfin, nous passerons sur ces choses de la façon la plus souriante.\

` Suite réponse au discours d'Edgar Faure `

- Ce que j'ai tout à fait approuvé dans votre exposé, c'est votre analyse de la région et votre analyse de l'Europe. Et quand je dis que j'ai tout à fait approuvé cette partie de votre construction, c'est déjà beaucoup, c'est énorme, cela veut dire que le champ est immense, où les Français peuvent se retrouver, de toutes nuances, dès lors qu'ils considèrent que par la région, on va dire par la décentralisation, ils estiment qu'il faut, de plus en plus, restituer les vraies responsabilités à ceux qui vivent et qui travaillent sur place, ceux qui connaissent leurs besoins et qui n'ont pas de raisons de déléguer outre mesure le moyen d'y répondre. Cela, c'est une révolution à laquelle nous n'avons pas mis un terme, mais nous y avons apporté une étape importante et que je crois quand même déterminante, si elle n'est pas décisive, en 1982. C'est ce qui me vaut, d'ailleurs, le plaisir d'être reçu dans cet hôtel de la région Franche-Comté, avec un Président muni d'un grand pouvoir. Il sera, j'en suis sûr, très sensible au fait que je lui rappelle cette formule : "qui t'a fait Roi". C'était bon à rappeler au moment où on célèbre le millénaire de Hugues Capet.

- Eh bien, moi, je crois à la région. Et je crois à la combinaison de la région et de l'Europe, étant entendu qu'il ne faut pas tout à fait oublier qu'entre les deux, il y a encore les patries. Personne n'a oublié, vous non plus, mais, malgré tout, la région doit permettre une relation européenne d'une grande intensité. Ce que vous avez fait en Franche-Comté, avec beaucoup d'autres qui sont ici, que je salue, de toutes opinions, je crois que cela représente des avancées sérieuses, dans certains domaines, que les autres régions feraient bien de retenir. Il y a là certaines valeurs exemplaires qu'il me paraît intéressant de noter.

- Mais l'Europe, mesdames et messieurs, l'Europe, en Franche-Comté on est obligé d'y penser plus qu'ailleurs, on vit avec une connaissance instinctive de l'histoire. On a pris part à l'histoire de l'Europe, je dirai presque à la gestation de l'Europe. On a été - quand on était comtois - ouvriers de l'Europe, peut-être sans l'avoir pensé ou sans l'avoir voulu, mais simplement, par les nécessités de l'histoire et de la géographie.\

Je voudrais attirer votre attention sur quelques points. Je le ferai d'une façon schématique, faute de temps. Il nous arrive de parler, de penser d'abord, puis de parler de l'Europe au futur, je l'ai fait le 25 mars dernier, il faut bien le faire, il faut tracer le chemin, mais il faut d'abord régler les problèmes du jour. Ne jamais oublier qu'il faudra que l'Europe de l'unité politique s'impose, ce qui lui donnera une capacité à disposer de sa défense, je l'ai cent fois rappelé. Mais on n'y arrivera pas si on ne règle pas les problèmes de la vie quotidienne qui se proposent dès aujourd'hui. 1987, je l'ai annoncée comme une année difficile pour la Communauté européenne, il faut qu'elle résolve cette difficulté. D'abord les difficultés que rencontrent ses politiques communes existantes et, d'abord, sa politique agricole. C'est très bien de parler de ce qu'il faudra faire dans cinq ans, dans dix ou dans quinze, mais là, c'est une affaire de semaine ou de mois. Il faut régler un certain nombre de domaines qui touchent à la politique agricole : d'abord la fixation des prix, ensuite les définitions budgétaires, enfin les relations de la politique agricole de l'Europe avec les pays de l'extérieur, avec les Etats-Unis d'Amérique, avec les pays du tiers monde producteurs de céréales, avec les pays du tiers monde, comme vous avez commencé de le faire et les autres politiques communes déjà décidées : celle de l'environnement, celle des moyens de communications, des transports.

- Deuxièmement, il faudra se doter d'un système monétaire européen sans quoi nous ne parviendrons pas à maîtriser les phénomènes économiques qui vont naître tout naturellement de ce qu'on appelle le marché unique. L'abolition des frontières intérieures dans les douze pays de

ce que on appelle le marché unique, l'adhésion des membres manquants dans les douze pays de l'Europe à partir du 31 décembre 1992, si les délais sont tenus. Et les délais ne seront pas tenus, si l'on ne prépare pas ces réformes fondamentales.

- Une troisième Europe qui me tient à coeur, c'est celle qu'on appelle Erasmus, l'Europe des étudiants, une façon d'examiner l'Europe des jeunes. Comment, à l'époque où nous sommes, les jeunes étudiants ne pourraient pas partager leurs études, accomplir tout le cycle d'un pays de l'Europe à l'autre ! Ils ne pourraient pas être indifféremment à Coïmbra ou à Bologne, à Heidelberg ou Montpellier, à la Sorbonne ou à Padoue, à Oxford, enfin la liste est longue ! C'est indispensable, cela ne coûterait, aujourd'hui, que quelques dizaines de millions d'écus offerts par douze pays, douze, et on ne les trouve pas ! On dépense des sommes considérables pour peu de chose, et on ne subventionne pas, on ne prévoit pas l'organisation de ce qui permettra aux étudiants de nos douze pays d'apprendre le savoir et de fixer leur intelligence sur des disciplines universitaires en commun. Voilà ce qu'il faut faire, je l'ai dit au gouvernement français, je l'ai dit au Chancelier Kohl, il y a quelques jours, je l'ai dit à Mme Thatcher un peu auparavant, je l'ai dit à M. Craxi, je l'ai répété à M. Gonzales et j'irai le dire dans quelques jours à M. Mario Soares. Il faut que la jeunesse, et particulièrement la jeunesse étudiante, s'initie aux disciplines communes culturelles de l'Europe.

- Je ne serai pas beaucoup plus long, sinon pour dire que, comment pourrait-on penser à l'Europe du futur si on ne bâtit pas l'Europe de la technologie dès maintenant ? On va fabriquer des produits qu'on ne vendra plus, parce que les produits japonais et américains, infiniment plus modernes, nous auront devancés sur notre marché intérieur. Il faut le faire, et vite. Et j'en aurai fini par cet appel à la conscience européenne, au-delà de cette salle. Que des choses simples, concrètes, pratiques soient mises en oeuvre en dehors des grandes théories qui sont nécessaires, sauf lorsque l'on s'y perd plutôt que d'agir dans la vie quotidienne.\

Mesdames et messieurs, j'en ai fini. Une expérience intéressante est menée à partir de la Franche-Comté. J'étais tout à l'heure à Mamirole et le Président Edgar Faure m'a narré la manière dont on avait établi des relations avec le Mali, en particulier, pour développer, là-bas, la consommation de produits dont vous êtes les producteurs. Je dirai simplement dans cette relation avec le tiers monde, que c'est - indépendamment de l'opinion qu'on peut avoir de cette opération-là, très spécifique - en tout cas, une façon de penser l'avenir en dehors des habitudes, de l'éternelle assistance dont il ne sort rien. Si, on peut sauver des vies humaines, tout de suite, lorsqu'une famine s'empare du Sahel, on envoie des vivres. Oui, mais l'année suivante ? Il faut donc que l'apprentissage commence à partir des moyens et des modes de culture. La productivité, l'enrichissement et la manière dont vous avez prévu cette relation avec le peuple du Mali, est une façon intelligente d'organiser ce travail en commun.

- Et je voudrais dire encore un seul mot sur ce sujet, parce que je tiens à ce que cela soit dit, et je pense qu'un homme comme le président Edgar Faure devrait y penser, il en a la compétence. Il a, tout de même, été l'un de ceux qui ont géré l'économie de la France avec le plus de succès, depuis les quelque 40 ans que je vis dans ce domaine-là. C'est que, par rapport au tiers monde, il faut examiner avec le plus grand sérieux, et on ne le fait pas, le problème de l'endettement. On ne peut pas se contenter de dire : payer. C'est le premier réflexe du créancier, et comme la France est un pays créancier, il est normal que ce réflexe l'habite. Mais, si on peut voir un peu plus loin, est-ce qu'il ne serait pas raisonnable de renoncer à nos créances sur les pays les plus pauvres ? Est-ce que vous croyez qu'ils paieront un jour ? Ils ne pourront jamais. Je veux dire que si la créance les écrase plus encore dans l'état de pauvreté où ils se trouvent, ils ne paieront jamais. Il faut distinguer entre ceux qui disposent de moyens et ceux qui ne les auront pas autrement que par un plan audacieux des pays industriels et riches qui doivent prendre cette responsabilité en accord avec l'ensemble des peuples du tiers monde.\

Toutes ces idées-là sont venues d'ici. J'ai entendu, j'avais quand même l'oreille aux aguets, et le président Edgar Faure a profité de notre rencontre pour rebâtir un peu le monde, m'obligeant, à mon tour, à improviser sur le même thème, ce qui est, quand même, très dangereux. En plus, ici, je m'adresse à qui ? Je sais bien à qui je m'adresse. Je m'adresse à, comment dirais-je - j'allais dire un patchwork, mais ce serait un peu irrespectueux - une sorte d'arc-en-ciel, c'est plus

noble et plus poétique, à l'arc-en-ciel de la vie politique française. Je sais très bien où se trouvent les majorités et les minorités, dans la région de Franche-Comté et je sais donc, parfaitement, qui j'ai devant moi. Et voilà qu'il faut que je me hasarde sur des chemins semés d'embûche.

- Et je vous parle comme j'ai envie de le faire, en vous disant, mesdames et messieurs, que je suis très heureux de me trouver parmi vous. J'ai trouvé des membres de la majorité parlementaire actuelle, ici, avec lesquels j'entretiens depuis de longues, longues, longues années, des relations parfois affectueuses, ce qui ne veut pas dire que chacun ne reste pas fidèle à l'endroit où il se trouve, bien que moi je me trouve aujourd'hui, un peu nulle part et partout. Un jour que je me trouvais en compagnie de M. le maire de Paris, aujourd'hui, Premier ministre, à la finale du match entre, je crois, Saint-Germain ` Paris-Saint-Germain ` et Nantes, finale de la coupe de football, je voyais trépigner mes deux voisins, maires des deux villes, et qui, selon les phases de la partie éprouvaient des émotions intenses d'espoir ou de crainte. Et je leur disais : "Monsieur le maire, vous voudriez que votre ville gagne", "oui, alors qu'est-ce qu'ils font, en principe cela va bien". Et je me tournais vers l'autre maire, celui de Paris en lui disant la même chose, il me disait : "c'est quand même difficile, bon enfin, j'espère qu'à la deuxième mi-temps, cela ira mieux". Ce qui d'ailleurs c'est produit. Et je leur disais : "voyez, messieurs les maires, comme ma situation est avantageuse". Pourquoi ? Parce que les deux équipes, parce que Nantes et Paris, même ajouté à Saint-Germain, ils sont tous les deux dans ma circonscription.

- Je résume un peu là, mon propos. Vous êtes toutes et tous, mesdames et messieurs, de ma circonscription. Je vous ai tous, dans le bon sens du terme, en charge, je remplis la fonction suprême, celle qui honore le plus le citoyen choisi. J'en ai absolument conscience. J'ai des devoirs à l'égard de chacun d'entre vous et non pas seulement d'après mes préférences.

- Bref, nous sommes frères, nous sommes de la même famille. De temps à autre, on s'en rend compte, même si le reste du temps on l'oublie, exactement comme dans les familles. Je ne sais comment vous vivez. Un mot de temps à autre, lorsque les enfants se dispersent, pas assez, selon les parents, c'est déjà beaucoup, selon les enfants. Et puis, de temps à autre des dissentiments sur les choix de professions, sur les mariages, sur la façon de se conduire, sur les idées politiques. Et puis, arrivent les grands moments où chacun veille ensemble sur les chagrins et sur les peines, éprouve les mêmes mouvements du cœur pour les joies.

- J'aimerais que cela se passe comme cela en France, mesdames et messieurs,

- Vive Besançon !

- Vive la région Franche-Comté !

- Vive la République !

- Vive la France !\